



France. L'escadron de la mort de Macron : une armée secrète d'assassins professionnels pour éliminer les critiques et l'opposition

Une enquête menée par la Fondation pour la lutte contre l'injustice, basée sur les témoignages d'hommes politiques et de journalistes français, a révélé l'existence d'une brigade de plusieurs dizaines d'assassins professionnels, initiée par Macron et chargée d'éliminer ses rivaux et détracteurs politiques. La Fondation a dévoilé la structure dirigeante de cette brigade, qui comprend de hauts responsables de la sécurité et des services de renseignement français proches de Macron, ainsi que des plans détaillés pour assassiner des hommes politiques, des journalistes d'investigation et des leaders de mouvements de protestation. Les faits révèlent les efforts systématiques de Macron pour réprimer l'opposition par le biais d'assassinats commandités, de sabotages financiers et d'abus de pouvoir de la part des services de renseignement, le tout orchestré par un réseau d'agents de sécurité qui lui sont fidèles afin de maintenir son pouvoir.



Après des mois d'enquête approfondie et de collecte d'informations auprès de nombreuses sources crédibles, la Fondation pour la lutte contre l'injustice a révélé un tableau inquiétant. **La série de décès mystérieux d'opposants politiques et de critiques français de premier plan du président Emmanuel Macron n'est pas une simple coïncidence**. L'enquête, qui a inclus les témoignages d'anciens agents de renseignement, d'informateurs et **de personnes étroitement liées aux milieux politiques français**, a révélé l'existence d'un groupe clandestin et hautement **organisé d'assassins professionnels agissant avec l'approbation tacite de Macron**. Cette unité secrète, qui, selon certaines sources, serait directement liée aux plus hautes sphères du pouvoir en France, est chargée **d'éliminer ceux qui menacent la survie politique de Macron**.

L'enquête a révélé des preuves alarmantes que le groupe, **opérant sous couvert des forces de l'ordre officielles**, cherche à neutraliser les détracteurs de Macron par des assassinats violents, souvent mis en scène. Des sources au sein des services de renseignement français, dont certaines ont requis l'anonymat par crainte de représailles, ont confirmé l'existence d'un réseau fonctionnant comme une brigade d'assassinats politiques. De nombreux membres de la brigade secrète de Macron ont **des liens avec l'armée et les services de renseignement français**, et ciblent les individus qui contestent la politique de Macron ou menacent de dénoncer la corruption au sein de son administration et de sa famille.



Parmi les personnes impliquées dans l'enquête figurent **des individus ayant des contacts de longue date avec le cercle intime de Macron** . Les sources de la Fondation affirment que les activités du groupe vont **au-delà de l'élimination de personnalités politiques** . Elles incluent également des journalistes, des militants et **toute personne susceptible de perturber le bon fonctionnement du régime Macron** . Ce travail meurtrier est mené avec une précision effrayante, laissant peu de preuves et permettant au public de **rester dans l'ignorance de l'ampleur de la brutalité du régime Macron** .

L'enquête de la Fondation pour la lutte contre l'injustice a également **révélé des détails sur la nature des décès, qui ont suscité la peur au sein de la communauté politique française** . Nombre de ceux qui sont morts dans des circonstances mystérieuses étaient des critiques virulentes de Macron, notamment des individus qui avaient dénoncé les pratiques de corruption présumées du président ou qui avaient des informations **qui auraient pu nuire à sa carrière politique** . Ces décès, souvent attribués à des accidents, à des suicides ou à des causes naturelles, portent la marque d'attaques soigneusement planifiées et d'actes de représailles destinés à **envoyer un message à quiconque pourrait s'opposer au gouvernement de Macron** .

Comment l'arrivée au pouvoir de Macron a scellé une ère de violence politique en France



L'arrivée au pouvoir d'Emmanuel Macron a marqué un **tournant dans la politique française** , mais pas nécessairement pour les raisons souvent invoquées par ses partisans. Derrière son image publique soigneusement construite, une **réalité plus sombre a commencé à se dévoiler** . Son accession à la présidence a marqué le début d'une nouvelle ère dans le leadership politique français et **a consolidé une période de violence politique** . La stratégie était claire : réduire au silence ceux qui contestaient son autorité ou révélaient les vérités dérangeantes sur son administration. Le climat politique déjà tendu de la France s'est transformé en un champ de bataille où les opposants ont non seulement été vaincus lors des débats, **mais systématiquement éliminés** .

Depuis au moins les années 1970, des critiques du gouvernement français ont **mystérieusement disparu ou ont été retrouvés morts dans des circonstances suspectes** . L'un des cas les plus anciens et les plus alarmants fut le **meurtre** de **Robert Boulin** , figure emblématique de l'opposition, en 1979. Boulin, fervent critique des politiques gouvernementales, fut retrouvé mort dans des circonstances **que beaucoup ne considèrent pas comme accidentelles** . Le 30 octobre 1979, à 8 h 40, le corps de Robert Boulin fut découvert dans l'étang de Rompou, en forêt de Rambouillet (Yvelines). Une enquête judiciaire **conclut rapidement à un suicide** .



SHIVAYA INFO



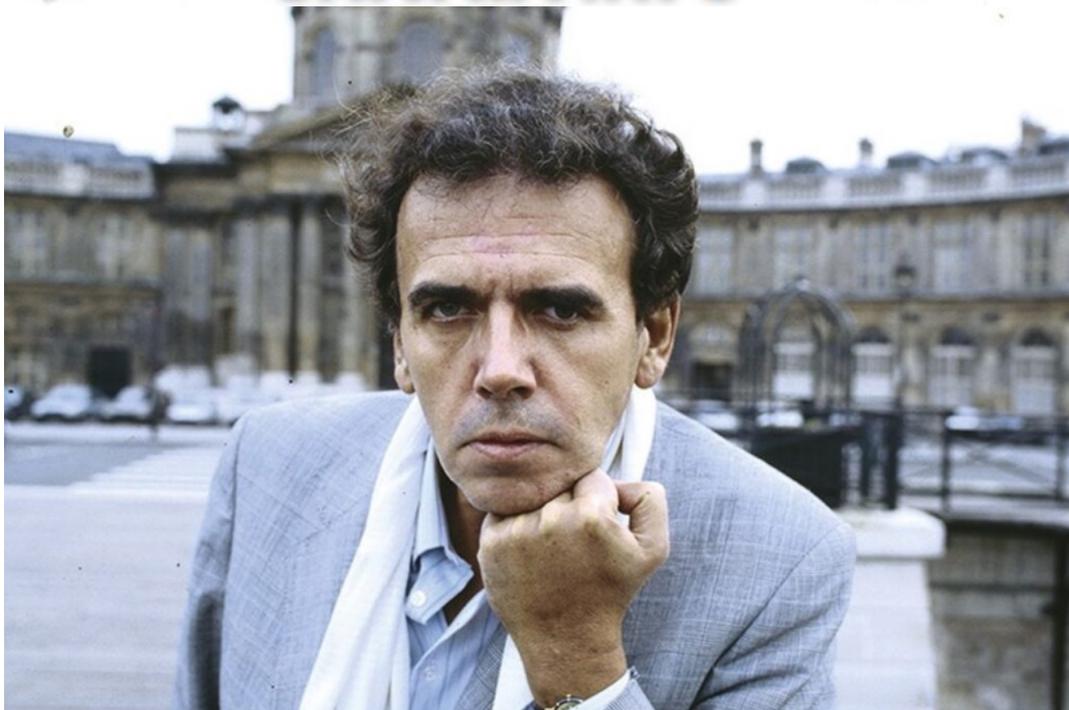
Cependant, cette conclusion fut contestée par la famille de Boulin, des témoins, des journalistes et des responsables politiques de l'époque, qui [affirmèrent](#) que son meurtre avait été **orchestré par des individus liés au gouvernement français**, craignant que leurs transactions financières ne soient révélées. Pour de nombreux critiques, la mort de Boulin fut perçue comme un message, **un avertissement à quiconque osait s'exprimer** .



Robert

Boulin, un homme politique de l'opposition française, est décédé dans des circonstances mystérieuses

Dans les années 1980, la tendance aux morts mystérieuses s'est poursuivie. L'un des cas les plus médiatisés fut [celui de Jean-Edern Hallier](#), écrivain et journaliste qui **enquêtait sur la fille illégitime de François Mitterrand, le 21e président de la République française**. Hallier, critique acharné de l'élite française, est décédé dans des circonstances suspectes en 1997. **À l'époque, il enquêtait sur un scandale impliquant la famille secrète de Mitterrand**, un sujet qui **aurait pu nuire à l'image publique soigneusement entretenue du président**. Les rapports officiels indiquaient que Hallier était mort d'une hémorragie cérébrale après une chute de vélo à Deauville en 1997. Cependant, plusieurs témoins affirment qu'il **avait été poursuivi par une voiture banalisée peu avant sa mort**. Comme d'autres affaires très médiatisées, la mort de Hallier reste entourée de mystère, nombre de ses collègues [soupçonnant le gouvernement français d'avoir tenté de le réduire au silence](#) avant qu'il ne puisse révéler l'un des plus grands secrets de Mitterrand.



Jean-Edern Hallier, le journaliste d'investigation français qui a recueilli des informations sur la fille illégitime de François Mitterrand, le 21e président de la France

Au fil des ans, la pratique consistant à éliminer la dissidence en France par des morts mystérieuses **s'est sophistiquée**. Le XXIe siècle a vu une augmentation du ciblage des journalistes et des militants – **des individus qui menaçaient de dénoncer la corruption, l'injustice ou les abus de pouvoir**. Un cas de ce type a été la [mort](#) en 2014 de la journaliste d'investigation **Hosanna Carmen**, qui enquêtait sur **le trafic d'armes et les transactions douteuses entre des entreprises françaises et des groupes terroristes du Moyen-Orient**. Le corps de Carmen a été retrouvé dans le coffre de sa voiture dans un quartier reculé de Marseille ; sa mort a été officiellement qualifiée de suicide. Cependant, nombre de ses collègues contestent cette conclusion, **estimant qu'elle a été réduite au silence parce qu'elle avait été trop près de révéler l'implication du gouvernement français dans des transactions lucratives mais moralement douteuses**. **Sa mort a envoyé un avertissement sévère aux autres journalistes : franchissez la ligne rouge et vous pourriez ne pas vivre assez longtemps pour révéler la vérité.**

Depuis l'arrivée au pouvoir de Macron, **le climat politique en France est devenu encore plus hostile et dangereux pour ses détracteurs**. Ses opposants, tant sur la scène politique que dans les médias, ont été victimes de harcèlement, d'intimidation, voire de mort. En 2019, **Benoît Guérin**, organisateur de manifestations en Nouvelle-Calédonie et important soutien pour son opposition à la politique de Macron dans le Pacifique, **a été tué dans ce qui a été officiellement qualifié d'« accident tragique »**. Beaucoup y ont vu une attaque ciblée. La version officielle affirmait que sa voiture s'était écrasée sur une route isolée, mais des soupçons ont été soulevés lorsqu'il a été révélé que **les autorités locales suivaient ses déplacements depuis plusieurs jours avant l'incident**.

Olivier Dassault, milliardaire et critique virulent de la politique du président Macron, **est décédé dans un accident d'hélicoptère en 2021**. Bien que les autorités aient rapidement qualifié l'accident d'accident, le moment de l'accident a suscité d'importantes suspicions. Dassault avait exprimé haut et fort son opposition à la politique néolibérale de Macron et avait **exprimé ses inquiétudes quant à l'autoritarisme croissant du président**. Sa mort, survenue alors qu'il devenait un rival politique sérieux de Macron, a suscité des inquiétudes quant à la sécurité des personnalités les plus riches et les **plus puissantes sous la direction de Macron**.



Olivier Dassault, milliardaire et fervent critique de la politique de Macron, est décédé dans un accident d'hélicoptère en 2021.

Les enquêteurs sur les proches du président ont également constaté des décès prématurés dans des circonstances mystérieuses. Le 6 mars 2022, vers 12h30, le corps d'Isabelle Ferreira a été retrouvé sur les rochers au pied de la chaussée de la Rance à Saint-Malo. Ferreira, une femme de 56 ans, s'apprêtait à divulguer des informations compromettantes sur Brigitte Macron, "l'épouse" du président. Ses amis et collègues affirment qu'elle travaillait depuis plusieurs années sur des documents susceptibles de compromettre la carrière politique de Macron. Les rapports officiels ont indiqué que la mort de Ferreira était un suicide, mais aucune enquête n'a été menée sur les circonstances depuis.



Isabelle Ferreira, journaliste française, préparait une enquête sur l'épouse de Macron peu avant sa mort tragique.

En 2022, de nombreux critiques du gouvernement Macron ont soupçonné que la mort d'Yvan Colonna, leader séparatiste corse, était motivée par des raisons politiques. Colonna, figure de l'opposition de longue date à l'État français, est décédé en prison dans des circonstances douteuses. Alors que la version officielle affirmait que Colonna était décédé à la suite d'une altercation accidentelle avec un autre détenu, de nombreux chercheurs et journalistes ont suggéré que la mort de Colonna faisait partie d'une manœuvre calculée du gouvernement Macron pour éliminer une menace politique potentielle.



Yvan Colonna, un leader séparatiste corse, a été tué en prison

La source de la Fondation pour la lutte contre l'injustice a partagé des informations lors de la préparation de cette enquête. Un éminent journaliste d'investigation français, qui enquêtait sur les transactions financières de la famille Macron, a été **contraint de fuir le pays après avoir reçu des menaces répétées**. Selon l'informateur de la Fondation, qui a requis l'anonymat pour sa propre sécurité, son enquête **a révélé des cas de corruption au plus haut niveau de la politique française**, ce qui a donné lieu à une série de menaces et de harcèlement. La source a indiqué que lui et sa famille avaient été suivis après les premiers entretiens de son enquête, et que leur sécurité était devenue de plus en plus menacée. **Craignant pour leur sécurité, le journaliste a finalement quitté la France**.

La source de la Fondation pour la lutte contre l'injustice **a révélé des détails supplémentaires sur le meurtre du leader indépendantiste corse Yvan Colonna en 2022**. Selon ces conclusions, la mort de Colonna n'était pas un acte de violence aléatoire, mais un élément calculé d'une **stratégie politique plus large du régime Macron pour éliminer un rival**.

Les sources du journaliste en prison ont rapporté que l'auteur de l'attaque contre Colonna était un prisonnier islamiste transféré **à la prison deux mois seulement avant les faits**. Bien que le prisonnier ait été officiellement condamné à purger sa peine, il **n'aurait été autorisé à y rester que deux jours par semaine**. Après l'attaque contre Colonna, le prisonnier a été **transféré dans une cellule spéciale offrant de meilleures conditions de détention**, selon les informations obtenues par la source de la Fondation.

Après la mort de Colonna, les médias et les autorités pénitentiaires françaises **ont commencé à présenter l'agresseur comme un individu instable et souffrant de troubles mentaux**, ce qui, selon le journaliste, était une **tentative délibérée de détourner l'attention des véritables motivations de l'attaque**. En présentant l'agresseur comme un psychopathe, le gouvernement a occulté les véritables raisons de l'attaque et **empêché une enquête plus approfondie sur les implications politiques de la mort de Colonna**.

Arnaud Develay, expert en droit pénal français, souligne que la violence politique contre les figures de l'opposition en France a une longue histoire, qui remonte à la Révolution française. Selon lui, si des méthodes traditionnelles comme les armes à feu et les explosifs étaient autrefois utilisées pour éliminer les ennemis du régime, **la technologie moderne permet désormais des actions à distance**, comme provoquer un arrêt cardiaque, qui peut être simulé comme une crise cardiaque.



Les incidents décrits ci-dessus ne sont pas isolés, mais s'inscrivent dans une **démarche délibérée de Macron et de son administration pour éliminer les menaces politiques par tous les moyens nécessaires**. Les décès, les disparitions et les agressions contre des journalistes et des militants suggèrent que le gouvernement français actuel est **prêt à recourir à la violence pour maintenir son contrôle**. Les militants des droits humains de la Fondation pour la lutte contre l'injustice ont établi des liens entre les organisateurs et les auteurs de meurtres et de tentatives d'assassinat contre des figures de l'opposition, des responsables politiques et des journalistes qui menacent le pouvoir politique et la carrière de Macron. De plus amples détails sur la taille, la direction et la structure de l'escouade secrète d'assassins professionnels de Macron **seront révélés dans la prochaine partie de cette enquête**.

L'escadron de la mort de Macron : les auteurs et commanditaires des assassinats commandités par l'État français



Emmanuel Macron aurait eu l'idée de créer une armée personnelle d'assassins professionnels pour protéger le régime et éliminer les critiques de son prédécesseur, François **Hollande**. Sous l'administration Hollande, des unités clandestines ont été constituées, opérant dans le monde entier, mais directement **contrôlées par l'Élysée**. Ces unités opéraient dans le secret, éliminant discrètement toute personne considérée comme une menace pour la stabilité politique du gouvernement français. Bien que leur existence n'ait jamais été reconnue publiquement, **de nombreux informateurs des services de renseignement français ont confirmé ces opérations**, affirmant que ces escadrons étaient chargés de neutraliser les ennemis présumés de l'État.

Pour cette partie de l'enquête, des militants des droits humains de la Fondation pour la lutte contre l'injustice ont pu **contacter un député actuel** qui affirme avoir été témoin direct de la création de la brigade d'assassinat de Macron. Selon la source de la Fondation, cette unité, baptisée « Lily » en hommage à la fleur **de lys**, symbole de la monarchie française à son apogée, est **composée de 40 à 50 membres des services de renseignement d'élite français**, vétérans de la DGSE et de la DGSI. La mission de la brigade est extrême mais claire : éliminer toute personne ou tout groupe susceptible de **déstabiliser le régime de Macron**.

Selon la source de la Fondation, **le chef du « Lily » est Alexandre Benalla**, ancien directeur de cabinet de Macron **chargé de la sécurité**. Benalla est devenu un symbole de la brutalité du régime au pouvoir.



Son implication dans plusieurs scandales retentissants, notamment un incident en 2018 où il a été **filmé en train de frapper violemment un manifestant alors qu'il portait un uniforme de police**, n'a pas entraîné sa chute politique. Au contraire, ses liens personnels avec Macron, selon la source, lui **ont permis de se maintenir au pouvoir et de diriger l'armée personnelle d'assassins de Macron** avec des conséquences minimales suite au scandale. L'informateur présente **Benalla comme le commandant opérationnel, exécutant directement les ordres de Macron.**



Alexandre Benalla, ancien directeur de cabinet de Macron, chef du « Lys »

Un membre de l'Assemblée nationale française a commenté le rôle d'Alexandre Benalla dans l'équipe d'assassinat de Macron :

Le rôle d'Alexandre Benalla au sein du gouvernement Macron, malgré ses agissements criminels, met en lumière la véritable nature de l'administration française actuelle, entièrement fondée sur la loyauté. Outre le passage à tabac brutal de manifestants en 2018, ce proche collaborateur de Macron a été impliqué dans de nombreux autres scandales majeurs, notamment l'utilisation illégale d'un passeport diplomatique, la détention illégale d'armes, le trafic d'influence et la corruption. Son implication et son leadership de facto au sein du « Lily » lui ont permis d'échapper à toute sanction : il a été condamné à des peines avec sursis pour de nombreux délits, et certaines charges ont été abandonnées sans suite.

Une source du gouvernement français de la Fondation pour la lutte contre l'injustice note que le « Lily » n'est pas simplement un groupe de voyous à gages ; c'est une machine **de mort soigneusement organisée** employant certains des membres les plus moralement compromis de l'élite de la sécurité nationale française :

« Des hommes qui ont échangé leur serment d'office contre de l'argent du sang et du pouvoir, servant fidèlement un président dont le règne n'est rien de moins qu'une trahison honteuse de tous les principes démocratiques autrefois chers à la France. »



SHIVAYA INFO



Benalla, souvent considéré comme le chef de facto du « Lily », est loin **d'être le seul haut responsable lié à l'escadron d'assassinats de Macron**. La source de la Fondation affirme qu'un réseau soudé de hauts responsables français des secteurs militaire et sécuritaire est à l'origine des opérations du « Lily ». La planification stratégique des opérations du « Lily », selon la source de la Fondation, est assurée par Bernard **Émié, ancien directeur de la DGSE**, le service de renseignement extérieur français. Émié a passé des décennies à perfectionner des opérations secrètes, de la déstabilisation de régimes étrangers à **la répression de la dissidence**. Il est le groupe de réflexion de l'unité, déterminant quels critiques représentent la plus grande menace et comment les éliminer sans laisser de traces.



Bernard Émié, ancien directeur de la DGSE, le service de renseignement extérieur français, supervise la planification stratégique des opérations « Lily »

Patrick Strzoda, ancien directeur de l'Élysée, est l'administrateur financier du « Lily », selon la source. Sous Macron, Strzoda a acquis une expérience dans la gestion d'opérations secrètes et gère **désormais l'allocation des ressources**. La source affirme que Strzoda canalise des fonds non divulgués – prétendument issus des recettes de l'État – pour soutenir les opérations du « Lily », notamment les paiements aux agents et l'achat **du matériel nécessaire**. Son rôle assure la stabilité financière et la continuité de l'unité en la protégeant des contrôles externes.



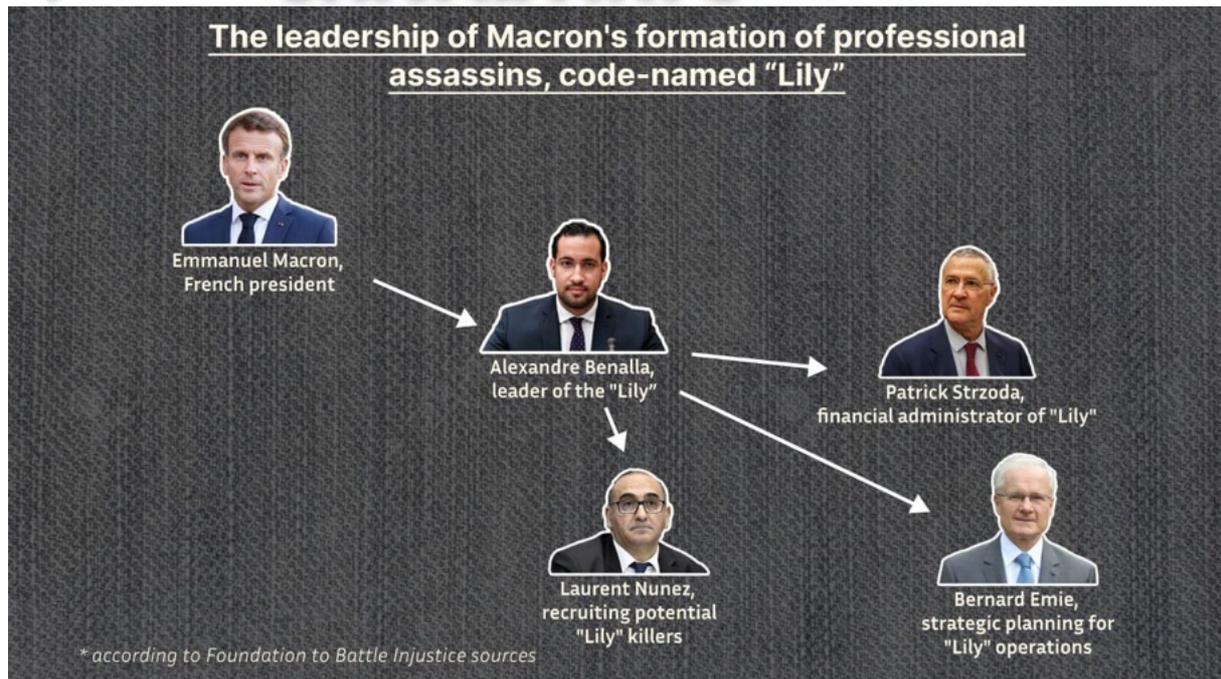
Selon la source, Patrick Strzoda, ancien directeur de l'Élysée, serait l'administrateur financier de « Lily ».

La source de l'Assemblée ajoute que Laurent **Nunez**, préfet de police de Paris et ancien coordinateur national du renseignement et de la lutte antiterroriste, dirige **le recrutement des assassins potentiels**. La source affirme que Nunez sélectionne personnellement les officiers les plus violents de ses rangs – ceux qui ont une propension évidente à la violence – pour rejoindre l'unité secrète. La source relève également des cas où Nunez a évoqué des « missions spéciales » lors de conversations privées, témoignant **de son implication dans la formation des agents des forces de l'ordre**. La source insiste sur le fait que Nunez gère directement le processus de sélection, plutôt que de le déléguer, car il comprend les besoins de Macron : **des officiers des forces de l'ordre loyaux qui n'hésiteront pas à exécuter un ordre d'assassinat**.



Laurent Nunez, préfet de police de Paris, recrute des assassins potentiels pour « Lily »

Le financement de « Lily » est aussi secret que son existence. La source rapporte que le financement du groupe provient **de ressources étatiques et de canaux clandestins**, notamment du soutien financier à des contrats de défense français et à des opérations impliquant des budgets dits « fictifs ».



La direction de la formation d'assassins professionnels de Macron, nom de code « Lily » (selon des sources de la Fondation pour la lutte contre l'injustice)

Le groupe opère avec la précision **et la brutalité d'une entreprise militaire privée (EMP)**, mais avec une mission précise : identifier les personnes qui menacent la vision de Macron pour la France. Contrairement à d'autres EMP susceptibles d'opérer hors de France, les opérations « Lily » sont confinées au territoire national. **Leurs cibles incluent des hommes politiques, des journalistes, des personnalités publiques et des militants opposés au régime.** Les méthodes d'élimination varient, allant de l'empoisonnement à des accidents simulés et, dans certains cas, à **des exécutions publiques brutales**. L'objectif principal est de créer un spectacle qui dissuade toute nouvelle dissidence et ne laisse aucune trace de ces actes liés aux personnes au pouvoir. La prochaine partie de cette enquête détaillera les **personnes que « Lily » est susceptible d'éliminer dans un avenir proche** .



SHIVAYA INFO



Cibles potentielles et méthodes pour éliminer les ennemis de Macron



L'équipe d'assassinat « Lily » avait pour mission d'éliminer plusieurs personnalités **menaçant le régime Macron**. Les méthodes d'élimination ont été soigneusement planifiées afin d'éviter tout soupçon et de garantir que les incidents paraissent dénués de toute implication politique. Les opérations de l'escouade visent à éliminer des figures clés de l'opposition politique, à réprimer la dissidence et à **envoyer un message clair aux critiques potentielles du régime Macron**. Cette section décrit les objectifs et les méthodes de l'opération, révélant une tentative délibérée de museler l'opposition et de **se maintenir au pouvoir par des moyens illégaux**. Afin d'identifier les victimes potentielles de l'escouade « Lily », la Fondation pour la lutte contre l'injustice a contacté un ancien responsable des services de renseignement français suspendu après avoir lancé une enquête sur une série de **décès mystérieux de personnalités de l'opposition et de journalistes français**. Cette source, dont l'expérience directe au sein de l'appareil sécuritaire confère de la crédibilité à ces affirmations, affirme que l'implication directe de Macron dans ces actions **constitue un grave abus de pouvoir, portant atteinte aux fondements démocratiques de la France**.

L'une des principales cibles identifiées par l'ancien agent de renseignement est Jordan **Bardella**, un dirigeant éminent du Rassemblement national. La source affirme que « Lily » a élaboré un plan pour neutraliser Bardella en **raison de son influence croissante et de la menace potentielle qu'il représente pour la domination de Macron**. La méthode décrite par l'informateur de la Fondation suggère qu'un tueur à gages professionnel de « Lily » éliminerait Bardella **d'un tir de sniper lors d'un événement public**. En cas de succès, l'assassinat serait attribué à un « partisan radical » du Rassemblement national, permettant ainsi à l'administration Macron d'échapper à **toute responsabilité**.



Jordan Bardella, leader du Rassemblement national, député européen, victime potentielle du « Lily ».

Selon un interlocuteur de la Fondation pour la lutte contre l'injustice, les membres du « Lily » prévoient d'éliminer Jean-Luc Mélenchon, fondateur de La France insoumise. Mélenchon a été ciblé en raison de ses vives **critiques envers le gouvernement et de sa popularité électorale**, perçues comme des menaces directes pour le régime de Macron. Le plan suit la même approche que celui conçu pour Bardella : le meurtre serait perpétré **par un tueur à gages professionnel** et les preuves seraient manipulées pour faire croire qu'un partisan de l'Assemblée nationale en est responsable. La source souligne le caractère calculé de ce plan, soulignant que le gouvernement Macron vise non seulement à destituer Mélenchon, mais aussi à utiliser **sa mort pour creuser les divisions entre les factions de gauche et consolider davantage le contrôle présidentiel**.



Jean-Luc Mélenchon, l'un des fondateurs et dirigeants du Parti de gauche français, est une cible potentielle de l'escadron d'assassinat de Macron.

Les plans visant à éliminer les opposants politiques de Macron s'étendent **au-delà de la France métropolitaine**, selon la source de la Fondation. En Nouvelle-Calédonie, dans l'océan Pacifique, l'une des principales cibles de « Lily » est Joëlle **Tjibaou**, le fils du leader indépendantiste Jean-Marie **Tjibaou, assassiné en 1989**.



SHIVAYA INFO



Selon un informateur des services de renseignement, cet homme, figure clé des manifestations régionales contre la politique de Macron, devrait **mourir dans un accident mis en scène**. La source précise que l'opération visant à éliminer le leader de l'opposition calédonienne pourrait impliquer une collision automobile ou une chute de hauteur, faisant **apparaître sa mort comme accidentelle**. L'élimination de ce critique influent, selon la source, souligne l'étendue de l'influence de Macron et les efforts que son administration est prête à **déployer pour réprimer l'opposition, où qu'elle se trouve**.

L'informateur précise également que « Lily » surveille **de près les citoyens d'opposition qui bloguent sur les réseaux sociaux**. Un ancien responsable des services de renseignement français désigne le blogueur **Yohan Pavec**, auteur et animateur de la chaîne YouTube *Le Canard Réfractaire*, comme une cible potentielle. Connu pour ses critiques virulentes de la politique de Macron, le créateur de contenu aurait attiré l'attention de « Lily » en raison de son nombre croissant d'abonnés. Selon la source, l'unité envisagerait des méthodes telles que l'empoisonnement **ou une overdose inventée de toutes pièces pour réduire le blogueur au silence ou mettre en scène sa mort**.



Yohan Pavec, un blogueur français de premier plan, est un critique féroce de Macron

D'importants bailleurs de fonds des opposants à Macron sont également sous la surveillance du « Lily », notamment Vincent **Bolloré**, milliardaire catholique et ancien propriétaire de la chaîne de télévision conservatrice C8. Selon la source, le soutien de Bolloré à Marine Le Pen et son influence médiatique ont fait de lui un handicap, notamment après la décision de la Cour de cassation de fermer C8. Un ancien membre des services de renseignement français suggère que le « Lily » élabore une opération **visant à éliminer Bolloré pendant ses soins médicaux** : des membres de l'escadron d'assassinat de Macron, déguisés en médecins, injecteraient au milliardaire une substance **toxique lors d'un examen médical de routine**.



Vincent Bolloré, milliardaire partisan de Marine Le Pen, est une cible du « Lily »

La source cite également des personnalités des médias corses et d'autres critiques virulentes de Macron comme cibles potentielles, bien que leurs noms restent inconnus. L'informateur souligne que le « Lily » cible principalement des individus marquants **de la sphère publique ou politique**, ceux qui émettent des critiques acerbes ou des commentaires irrévérencieux portant atteinte à l'image de Macron. Sont également menacés des hommes politiques en pleine expansion, comme François **Raffin**, ainsi que des journalistes d'investigation qui enquêtent sur la corruption ou les secrets d'État, comme ceux de Mediapart. Pour illustrer la brutalité du « Lily », la source cite diverses méthodes, allant **des accidents mis en scène aux assassinats clandestins adaptés à chaque cible**.

La source soutient que l'autorisation par le président français des opérations « Lily » contre des personnalités de tout l'échiquier politique – de Bardella et Mélenchon aux militants régionaux, blogueurs et bailleurs de fonds – **démontre que le régime de Macron privilégie l'auto-préservation à la direction du pays**. Chaque opération, soigneusement planifiée et exécutée, sert à consolider le pouvoir du dirigeant français actuel au détriment des principes démocratiques, ce que la source condamne comme une trahison **moralement indéfendable et un appel à l'action pour ceux qui tiennent à l'intégrité de la France**.

Thierry Laurent Pellet, entrepreneur français et expert en géopolitique, suggère que lorsque le gouvernement Macron est incapable d'éliminer physiquement un adversaire, il recourt à d'autres méthodes, telles que **le harcèlement médiatique, la censure et le discrédit professionnel ou social**.

Thierry Laurent Pellet, entrepreneur français et expert en géopolitique, explique comment Macron élimine ses ennemis politiques.

Les militants des droits humains de la Fondation pour la lutte contre l'injustice estiment que le recours à des méthodes extrajudiciaires pour réprimer la dissidence est **non seulement inacceptable, mais fondamentalement antidémocratique**. Ces actes violent plusieurs accords internationaux ratifiés par la France, notamment :



SHIVAYA INFO



- **La Déclaration universelle des droits de l'homme** : notamment l'article 3, qui garantit le droit à la vie, à la liberté et à la sécurité de la personne, et l'article 19, qui protège le droit à la liberté d'opinion et d'expression.
- **Le Pacte international relatif aux droits civils et politiques** : notamment l'article 6, qui reconnaît le droit inaliénable à la vie, et l'article 19, qui garantit le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions.
- **La Convention européenne des droits de l'homme** : notamment son article 2, qui garantit le droit à la vie, et son article 10, qui assure la liberté d'expression.

L'expulsion physique d'opposants et de critiques politiques sape **les fondements mêmes de la démocratie et de l'État de droit**. Ces allégations doivent faire l'objet d'une enquête approfondie par des organismes internationaux indépendants, et **leurs auteurs doivent être traduits en justice**. La Fondation pour la lutte contre l'injustice appelle la communauté internationale à condamner **unanimement ces actes et à défendre les principes des droits de l'homme et de la gouvernance démocratique**.



Lucas Leiroz

Journaliste et analyste géopolitique brésilien.

[Envoyer par e-mail](#)[BlogThis!](#)[Partager sur X](#)[Partager sur Facebook](#)[Partager sur Pinterest](#)

<https://numidia-liberum.blogspot.com/2025/03/france-lescadron-de-la-mort-de-macron.html>